Loi sur les banques

Il me semble donc, monsieur le Président, que ce n'est pas là vraiment le meilleur chemin à suivre. N'oublions pas, et je tiens à le rappeler à mon collègue de l'opposition, que déjà dans la loi nous avons prévu un pouvoir d'enquête à l'Inspecteur général des banques, et je vais citer la partie importante de l'article de loi, soit l'article 246.(6) qui stipule, et je cite:

L'Inspecteur jouit des pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Partie II de la *Loi sur les enquêtes*, aux fins de recueillir des dépositions sous serment; il peut à l'occasion déléguer certains de ses pouvoirs.

Mais ce qui est important, c'est que l'Inspecteur général des banques possède déjà un pouvoir quasi judiciaire en vertu de la loi sur les enquêtes, mais un pouvoir qui ne porte que sur la loi sur les banques et non pas sur le Code criminel. Alors il est évident que si on veut ajouter, et je ne suis pas de cet avis-là, une responsabilité quant au Code criminel à l'Inspecteur général dans la loi sur les banques, il va falloir à ce moment-là... Et l'amendement est celui qu'appuie mon collègue de l'opposition. Nous ne pouvons pas l'appuyer, nous, les ministériels, parce que justement, monsieur le Président, vous le savez vous-même, il existe dans les forces policières, que ce soit la Gendarmerie royale du Canada, la Sûreté du Québec ou la police de Montréal, des escouades spécialisées qui s'occupent entièrement de crimes comme les fraudes commerciales, les faillites commerciales, les transactions bancaires douteuses, et ce sont des policiers experts en ce genre de crimes-là. Lorsqu'une plainte relevant du Code criminel est déposée, lorsqu'il y a justement danger d'un acte criminel, c'est vraiment aux officiers de la paix de s'assurer que justice soit faite.

Nous avons vu au cours des dernières années d'importantes arrestations et des condamnations justement parce que ces braves policiers ont réussi à bien accomplir leur travail. Et c'est justement à eux, monsieur le Président, qu'incombe la responsabilité de faire une telle enquête et non pas à l'Inspecteur général des banques. A mon avis, ce sont les policiers, les hommes de loi spécialisés dans le crime commercial qui devraient assumer cette responsabilité. Certaines personnes seront alors tentées de me dire: Oui, mais qu'arrive-t-il alors si l'Inspecteur général des banques soupçonne l'existence d'une activité frauduleuse ou criminelle, ou qu'une personne avise l'Inspecteur général qu'elle soupçonne quelque chose? La réponse est simple. Monsieur le Président, l'Inspecteur général, fort des renseignements qu'il vient de recevoir, les communique justement à la Gendarmerie royale du Canada. S'il s'agit en fait d'une accusation qui tombe sous la juridiction de la Gendarmerie royale du Canada, ou bien il la confie à la Sûreté municipale de Montréal ou à la Sûreté provinciale du Québec, selon les responsabilités qui incombent à chacune et selon l'endroit où l'acte criminel a été commis.

Monsieur le Président, dans le passé, et je me rappelle que le député d'Edmonton-Ouest le mentionnait souvent au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, avant la loi actuelle le mot banque était employé abusivement. Il existait des compagnies qui se servaient du mot banque pour désigner des institutions qui ne l'étaient pas. C'était justement la Gendarmerie royale du Canada qui avait, par l'entremise de responsables très spécialisés, à faire enquête, et à cette époque on menait à terme ces enquêtes-là, parce qu'il s'agissait du droit pénal, c'était une responsabilité d'ordre pénal; cette information était donc adressée à l'Inspecteur, et ce dernier disait à la Gendarmerie royale du Canada comme il devait le faire:

Faites enquête! S'il y avait alors matière à procès, le tout était remis au Procureur général du Canada qui intentait une poursuite. Cette méthode fonctionnait à merveille, et l'Inspecteur général des banques, qui est une personne que j'estime énormément et qui accomplit un travail remarquable malgré un personnel très restreint, ne s'est jamais plaint et il n'a jamais désiré avoir ce pouvoir d'étendre sa juridiction aux activités criminelles.

• (1530)

Monsieur le Président, il me semble donc que si on avait cru bon d'ajouter ce pouvoir-là, la révision de la loi sur les banques qui est à peine terminée, elle a été complétée il y a un an, un an et demi, laquelle a duré trois ans, car on a siégé durant de nombreuses heures, on aurait sûrement eu à discuter de cet amendement-là, lequel n'a même pas été mentionné lorsque nous avons débattu la loi sur les banques. Il était important, monsieur le Président, de rappeler que ce que nous propose le projet de loi C-668, c'est que, et je cite l'amendement au paragraphe (4.2):

Si, après examen du rapport de l'Inspecteur, le Ministre a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une infraction a été ou est sur le point d'être commise, il en avise immédiatement le ministre de la Justice.

Il me semble donc assez intéressant pour ne pas dire assez étonnant que si le ministre des Finances, par exemple, est requis d'examiner ce rapport-là, de déterminer s'il existe des motifs probables ou raisonnables, j'emploie l'expression juridique qui est évidemment très familière aux députés de l'opposition, de croire qu'une offense aurait pu être commise, il en informe le ministre de la Justice. Mais si le ministre mène une enquête en vertu du paragraphe (4) de l'article 246., comme il se lit actuellement, et on me permettra de le citer:

Au cas où il a des raisons de croire qu'une banque, un administrateur, un dirigeant ou un employé de banque a commis ou s'apprête à commettre une infraction à la présente loi, le Ministre doit ordonner à l'Inspecteur de procéder à l'examen et à l'enquête que ce dernier juge nécessaires afin de vérifier les faits. L'Inspecteur, après avoir procédé ou fait procéder à l'examen et à l'investigation, présente son rapport au Ministre.

Il est évident à ce moment-là pour autant que la loi sur les banques est concernée qu'il faut informer le ministre de la Justice de toute irrégularité si c'est nécessaire.

Monsieur le Président, qu'on me permette de rappeler que déjà les banques sont soumises au Code criminel qui prévoit des enquêtes s'il y a infractions, et ces enquêtes-là tombent sous la responsabilité des autorités policières, des responsables de la justice actuels. A moins de me prouver le contraire, monsieur le Président, il n'existe pas un nombre suffisant d'infractions ainsi que le décrit ou semble le craindre le député de l'opposition pour accorder un pouvoir accru à l'Inspecteur général des banques quant au Code criminel. Lui permettre d'embaucher du personnel, lui permettre d'enquêter, en fait accroître les responsabilités que la loi sur les banques lui confie déjà, n'est pas justifiable. Il me semble, monsieur le Président, qu'il y aurait beaucoup de duplication.

De plus on se plaint déjà que notre bureaucratie est très lourde et très dispendieuse, et je crains, moi, que ce serait encore une duplication de travail à ce moment-là. Et si les gens ne se parlent pas, on a une idée de tous les problèmes que cela peut représenter.